

## Des expulsions en Amérique

### La production de la pauvreté par le logement

Camille François

Recensé : Matthew Desmond, *Avis d'expulsion. Enquête sur l'exploitation de la pauvreté urbaine*, Montréal (Québec), Lux Éditeur, 2019, 540 p.

*Avis d'expulsion de Matthew Desmond met en lumière le rôle central du marché du logement et des expulsions locatives dans la formation de la pauvreté urbaine à Milwaukee aux États-Unis.*

Parallèlement au coronavirus, une autre épidémie secoue depuis plusieurs années les États-Unis : les expulsions locatives. Ces dernières sont au cœur de l'ouvrage de Matthew Desmond, *Avis d'expulsion*, qui, paru initialement en 2016 et récemment traduit en français par Lux Éditeur, fait déjà figure de classique de la sociologie urbaine et de la pauvreté<sup>1</sup>. L'étude porte sur Milwaukee, capitale du Wisconsin et ville emblématique de la désindustrialisation, de l'hyper-ségrégation économique et raciale et du démantèlement de l'État social aux États-Unis. Cette étude s'inscrit dans une vaste enquête, détaillée dans la postface du livre, qui mêle des analyses quantitatives (données du recensement, questionnaire et échantillon de jugements d'expulsion prononcés par les tribunaux du comté, etc.) et une enquête ethnographique de grande ampleur menée dans deux quartiers pauvres où l'auteur a séjourné plusieurs mois : le North Side, où se situe le ghetto africain-américain composé de logements privés dégradés, et un quartier de 131 mobile homes (*trailer park*), majoritairement blanc, situé au sud de la ville. Le cœur de l'ouvrage se focalise sur l'enquête de terrain et propose de suivre la vie quotidienne et la trajectoire d'une douzaine de locataires (Arleen, Lamar, Lorraine, Doreen et Patrice, Pam et Ned, Scott, etc.) et de deux ménages propriétaires (Sherrena et Quentin, un couple africain-américain qui possède une quarantaine de logements dans le ghetto, et Tobin, un homme blanc qui possède le parc de mobile homes et en délègue la gestion à Lenny et Susie).

La force du livre est soutenue par le choix d'une écriture narrative et documentaire, caractérisée par l'effacement du narrateur-ethnographe (choix inhabituel en ethnographie, mais justifié dans la postface du livre). Il privilégie ainsi la description minutieuse des trajectoires accidentées et des situations de pauvreté des locataires endetté·e·s, de leurs stratégies de débrouille et de leurs interactions avec les propriétaires et les institutions au cours de leur procédure d'expulsion. Accompagné d'un important appareil de notes (permettant de mettre en perspective historique et sociologique les scènes décrites), l'ouvrage met en lumière le rôle central du marché du logement et des expulsions locatives dans la production de la pauvreté urbaine, ainsi que la relation d'exploitation économique sur laquelle repose cette dernière.

---

<sup>1</sup> L'ouvrage, succès de librairie, a reçu le prix Pulitzer de l'essai en 2017.

## Un phénomène d'ampleur et inégalitaire

L'ouvrage révèle tout d'abord l'ampleur des expulsions locatives à Milwaukee, où environ 16 000 adultes et enfants sont expulsés par les tribunaux en moyenne chaque année, soit 3,5 % des ménages locataires de la ville. Ce chiffre ne compte pas les nombreuses expulsions informelles qu'entreprennent les propriétaires à l'écart des institutions. La banalité des expulsions dans les quartiers pauvres et ségrégués, qui rappelle celle des saisies immobilières suite à la crise des *subprimes*, se constate dans d'autres villes, comme Cleveland ou Chicago (dont respectivement 11 % et 7 % des locataires ont par exemple été assignés en justice pour expulsion en 2012). À titre de comparaison, en France métropolitaine, près de 150 000 affaires d'expulsion pour dette sont instruites chaque année par les tribunaux d'instance (soit environ 1 % de l'ensemble des ménages locataires), et près de 15 500 ménages avaient été expulsés *manu militari* suite à l'intervention de la force publique en 2017<sup>2</sup>.

Malgré leur nombre, les expulsions ne frappent pas les quartiers et les ménages au hasard. Matthew Desmond montre que le taux d'expulsion est sensiblement plus élevé dans les quartiers à majorité africaine-américaine et hispanique, dont respectivement 7,5 % et 4 % des ménages locataires sont en moyenne expulsés chaque année (contre 1,5 % dans les quartiers à majorité blanche). L'auteur met notamment en lumière la très forte surreprésentation d'une catégorie de ménages parmi les locataires en proie à l'expulsion : les femmes africaines-américaines. Ces femmes vivant dans les quartiers noirs représentent seulement 9,6 % de la population de Milwaukee mais près de 30 % des locataires expulsés. Sur ce point, Matthew Desmond avance une thèse aussi forte qu'intéressante : dans le cadre du gouvernement néolibéral des quartiers pauvres et hyper-ségrégés, marqué par la substitution de l'État pénal à l'État social (Wacquant 2007), les expulsions locatives sont pour les femmes africaines-américaines l'équivalent structural de ce que représente l'incarcération de masse pour les jeunes hommes africains-américains, à savoir le mécanisme principal de leur entrée durable dans la pauvreté<sup>3</sup>. Ces deux processus sont aussi liés en pratique, au sens où, comme le rappelle Desmond après d'autres travaux (Goffman 2014), la condamnation pénale des hommes noirs les empêche bien souvent de devenir titulaires d'un contrat de location et fait peser un risque accru d'expulsion sur les femmes les hébergeant.

## L'expulsion entre structure et interactions sociales

Comment expliquer l'ampleur et le caractère inégalitaire des expulsions locatives ? L'auteur avance un premier ensemble de facteurs structurels, comme l'équation impossible entre la pénurie chronique de revenus des locataires (liée à un licenciement, un handicap, etc.) et l'augmentation tendancielle des loyers (la « première bouche à nourrir » du foyer, qui absorbe jusqu'à trois quarts des revenus domestique) et du coût des biens de première nécessité, pour lesquels de nombreux travaux statistiques montrent que les « pauvres paient plus » (Caplovitz 1967) (en raison par exemple de la rareté et de la segmentation de l'offre commerciale située dans le périmètre qui leur est accessible sans transport). Mais l'apport le plus original de l'ouvrage réside dans l'analyse de deux autres facteurs : les dynamiques interactionnelles (*interactional patterns*) entre propriétaires et locataires, et les effets pervers du recours aux institutions. À l'échelle des interactions, Matthew Desmond compare par exemple dans le chapitre 9 les cas de deux locataires blancs du parc à caravanes de Tobin : Lorraine, une ancienne stripteaseuse de 54 ans au chômage qui vit avec ses deux filles adultes et son petit-fils, et Jerry, un homme blanc de 42 ans vivant dans le mobile home à proximité. L'auteur montre comment la distance et les normes de genre séparant Lorraine de son propriétaire limitent ses possibilités de négocier ou de rembourser sa dette locative sous forme de travail informel, à la différence de son homologue de sexe masculin, Jerry – qui réalise des travaux

<sup>2</sup> Répertoire général civil du ministère de la Justice et « Données préfectorales » du ministère de l'Intérieur.

<sup>3</sup> Comme le résume bien une formule, plus percutante en anglais, de l'auteur dans le chapitre 8 consacré aux audiences au tribunal : « *black men are locked up while black women are locked out* ».

de réparation pour Tobin, et privilégie les affinités ou l'explication viriles plutôt que l'évitement de ce dernier.

Plutôt que l'offre de travail informel, les femmes tendent à privilégier les solidarités familiales ou le recours aux institutions publiques pour faire valoir leurs droits : services d'aide sociale, d'inspection et d'hygiène des logements, de police, etc. Or – et c'est là l'un des résultats majeurs de l'enquête – le recours aux institutions tend à se retourner contre les locataires, au sens où il précipite la décision des propriétaires de demander l'expulsion. L'auteur prend l'exemple du « choix douloureux » des femmes battues (chap. 15), pour qui la dénonciation des violences de leur conjoint auprès des services de police accroît leur risque d'expulsion. Ainsi, Sherrena décide de faire expulser Arleen (une mère célibataire noire vivant avec ses deux fils) et sa colocataire Crystal (une jeune fille noire de 18 ans souffrant de troubles bipolaires), après que la première a été agressée physiquement par son conjoint Chris et que la seconde a appelé les forces de police – l'intervention des forces de police étant synonyme de contravention (pour « propriété nuisible ») et faisant craindre à la propriétaire l'intervention d'autres services institutionnels auprès de son parc immobilier. Dans le même ordre d'idée, Matthew Desmond montre comment la présence d'enfants au domicile augmente à la fois les difficultés à trouver un logement et la probabilité individuelle des ménages d'être expulsés par le juge – la présence d'enfants suscitant la méfiance et la sévérité accrue des propriétaires en leur faisant craindre la visite des services de protection de l'enfance et de l'inspection des logements.

### **Une théorie de la pauvreté**

Le cas des expulsions locatives permet plus largement de renouveler la sociologie de la pauvreté sur quatre aspects. L'auteur souligne tout d'abord la rationalité des comportements et des stratégies économiques des locataires pauvres, dont certaines dépenses apparaissent incohérentes et condamnables aux yeux de la majorité. Le chapitre 18, l'un des plus forts et emblématiques de l'ouvrage, relate par exemple comment Lorraine, peu après avoir récupéré ses 80 dollars de bons alimentaires mensuels, décide de dépenser l'intégralité de ces derniers en achetant du homard et des pattes de crabe royal. Loin de constituer un acte insensé, Desmond montre que cet achat n'est pas la cause mais la conséquence de la pauvreté, et qu'il constitue un acte cohérent dans ce cadre : l'ampleur des dettes et de la pénurie d'argent annule en effet le bénéfice de toute forme d'épargne ou de privation supplémentaire, dont aucune ne permettrait aux pauvres de sortir de leur condition. « Alors ils choisissent de ne pas le faire. Ils essaient de survivre avec panache et d'agrémenter de plaisirs la souffrance. Ils se défoncent un petit peu, boivent un coup, jouent de temps en temps ou s'offrent une télévision. Ou ils achètent du homard avec des bons alimentaires » (p. 286).

L'ouvrage rappelle, deuxièmement, l'hétérogénéité sociale des ménages pauvres, et notamment l'importance de la division et de la ségrégation raciales qui traversent ces derniers, en dépit de la proximité objective de leurs conditions de vie. Ce clivage racial est illustré par le cas de Pam et Ned, un couple d'ouvriers blancs expulsé par Tobin de leur mobile home, et qui, après avoir été hébergés par leurs voisins toxicomanes (Scott et Teddy) et en dépit de leurs difficultés à se reloger (près de quarante visites sans succès), refusent catégoriquement d'étendre leurs recherches d'appartement à proximité des quartiers noirs. Cette hétérogénéité n'exclut toutefois pas l'exercice de solidarités de famille, de voisinage ou d'églises. De ce point de vue, Desmond analyse dans le chapitre 12 un type particulier de ressources relationnelles que mobilisent les locataires pauvres : les « liens jetables » (*disposable ties*), liens éphémères noués à l'occasion d'une rencontre épisodique et qui jouent un rôle crucial dans les quartiers pauvres, à l'image de la proposition faite par Crystal à Arleen d'emménager ensemble suite à leur rencontre lors de la visite de l'appartement de cette dernière, alors en attente d'expulsion.

L'enquête de Matthew Desmond montre, troisièmement, les effets néfastes et durables de l'expulsion sur l'ensemble de la trajectoire des ménages (perte d'emploi, mal-logement, suspension des aides sociales, santé mentale, scolarité des enfants, etc.), qui amènent l'auteur à inverser la

causalité des phénomènes : les expulsions sont en vérité moins la conséquence que la cause de la pauvreté urbaine. Cette entrée durable dans la pauvreté apparaît tout au long de la troisième partie de l'ouvrage, qui est rythmée par les efforts et les difficultés des expulsé·e·s à retrouver un logement, à l'image des 86 candidatures déposées sans succès par Arleen, après son expulsion par Sherrena et sa colocation de fortune avec Crystal. Ce reclassement est notamment rendu difficile par une institution particulière : les agences de données personnelles (les « *credit bureaus* »), comme le Rent Recovery Service ou le Consolidated Court Automation Programs, qui permettent aux propriétaires de se renseigner sur les antécédents de crédit, d'expulsion ou pénaux de n'importe quel ménage, et favorisent ainsi l'exclusion prolongée des locataires ayant connu une expulsion.

En définitive, le cas des expulsions locatives conduit l'auteur à formuler une nouvelle théorie sociologique de la pauvreté, qui se distingue des conceptions habituelles de cette dernière (Duvoux et Papuchon 2018). À l'issue de l'ouvrage, la pauvreté apparaît moins comme une inégalité de revenus, comme une privation de consommation, comme une relation d'assistance, ou comme une culture spécifique, que comme le fruit d'une relation d'exploitation économique, dont la propriété et le marché du logement constituent un pilier. Cette relation d'exploitation apparaît tout d'abord à travers le contraste que met en scène l'ouvrage entre les situations des locataires et des propriétaires, que Matthew Desmond observe également de près. L'auteur suit par exemple Sherrena lors de ses tournées de collecte et de recouvrement des loyers, au tribunal, mais également lors des réceptions luxueuses et des conférences des associations de propriétaires (le Milwaukee Real Estate Investor Networking Group, le Landlord Training Program), ou lors de sa soirée du Nouvel An (pendant laquelle un incendie embrase l'immeuble où réside Lamar).

L'exploitation se révèle ainsi dans les profits<sup>4</sup> que tirent les propriétaires de la perception de loyers en moyenne plus élevés dans les quartiers pauvres et les logements dégradés et des bénéfices du travail informel de leurs locataires, deux facteurs qui font du ghetto « une affaire en or » (titre du chapitre 11). Elle apparaît également à travers les activités économiques indirectes que génère le délogement, qui forment un véritable marché de l'expulsion : entreprises de déménagement et de garde-meubles (comme la Eagle Moving and Storage, à laquelle Lorraine et Arleen paient un loyer pour stocker leurs biens après leur expulsion), ou activités informelles de récupération des matériaux dans les logements vides (sur lesquelles les propriétaires perçoivent une commission, à l'image des 60 dollars que verse le ferrailleur Rufus à Tobin après l'expulsion de Théo). En conclusion, même s'il ne définit pas cette notion et n'en discute pas les usages en études urbaines (par exemple dans les travaux de David Harvey et de la géographie radicale), l'auteur déplore que le concept d'exploitation ait été « effacé du débat sur la pauvreté », alors que cette dernière « n'est pas uniquement le produit de faibles revenus, mais [...] aussi un produit de marchés extractifs » (p. 399). Il plaide ainsi pour la mise en place de politiques publiques limitant cette logique en matière de logement et d'expulsion : encadrement des loyers, révision des règles d'attribution des logements sociaux dont sont exclus les plus pauvres, système de bons d'attribution et d'allocation pour le logement (*housing vouchers*), aide juridictionnelle permettant d'assurer une meilleure défense des locataires au tribunal.

Bien qu'il ait été critiqué pour son usage « spontanéiste » de l'ethnographie – un usage hyper-descriptif et inductif laissant penser que les faits se présentent de manière exhaustive et univoque à un observateur extérieur et neutre, et ne sont pas filtrés par une théorisation préalable (Burawoy 2017) – l'ouvrage de Matthew Desmond souffre de peu de limites. Mon seul regret porte peut-être sur les acteurs régaliens de l'expulsion (les juges et les forces de police) dont l'auteur, focalisé sur les propriétaires et les locataires, ne décrit que brièvement les logiques d'action<sup>5</sup>. Or, l'ampleur et l'augmentation des expulsions ne sont pas qu'une cause et une conséquence mécanique de la paupérisation et des dettes des locataires, ni des recours judiciaires des propriétaires : elles reposent également sur les contraintes spécifiques et le pouvoir discrétionnaire des institutions d'État

---

<sup>4</sup> L'auteur évalue les revenus mensuels nets issus des loyers à 10 000 dollars pour Sherrena et Quentin, et à 37 250 dollars pour Tobin, situant ce dernier parmi les 1 % les plus riches de la population.

<sup>5</sup> Même si son étude comporte une analyse statistique des déterminants des décisions de justice.

décidant, en dernière instance, d'user ou non de la violence physique légitime à l'encontre des locataires. Cet argument éclaire également le cas français où, entre 2010 et 2017, le nombre d'affaires d'expulsion pour impayés portées devant les tribunaux par les propriétaires a augmenté (+4 %) moins fortement que les décisions de justice prononçant l'expulsion et que les interventions effectives de la force publique pour déloger *manu militari* les locataires (+11 % et +33 %). Un tel « durcissement de la réponse régalienne » (François 2017), sur lequel le livre reste muet, explique certainement une part significative de l'accroissement des expulsions aux États-Unis. Cette critique n'enlève rien à la force et à la rigueur de l'ouvrage de Matthew Desmond, ni à l'actualité de ses préconisations face à la crise économique et sociale que laisse déjà entrevoir la crise sanitaire actuelle.

## **Bibliographie**

- Burawoy, M. 2017. « On Desmond: The limits of spontaneous sociology », *Theory and Society*, n° 46, p. 261-284.
- Caplovitz, D. 1967. *The Poor Pay More. Consumer practices of low-income families*, New York, The Free Press.
- Duvoux, N. et Papuchon, A. 2018. « Qui se sent pauvre en France ? Pauvreté subjective et insécurité sociale », *Revue française de sociologie*, n° 59, p. 607-647. Disponible en ligne à l'URL suivant : [www.cairn.info/revue-francaise-de-sociologie-2018-4-page-607.htm](http://www.cairn.info/revue-francaise-de-sociologie-2018-4-page-607.htm).
- François, C. 2017. *Déloger le peuple. L'État et l'administration des expulsions locatives*, thèse de sociologie, Université Paris-8.
- Goffman, A. 2014. *On the run: Fugitive life in an American City*, Chicago : University of Chicago Press.
- Wacquant, L. 2007. *Parias urbains. Ghetto, banlieues, État. Une sociologie comparée de la marginalité sociale*, Paris : La Découverte.

Agrégé de sciences sociales, **Camille François** est maître de conférences en sociologie à l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne, rattaché au laboratoire CESSP (Centre européen de sociologie et de science politique ; UMR CNRS 8209). Ses recherches, portant sur la rénovation urbaine et le contentieux des expulsions locatives, se situent à l'intersection de la sociologie urbaine, de la sociologie du droit et de la justice, et de la sociologie de l'État et de l'action publique.

Il a publié « Disperser les ménages. Groupes résidentiels et familiaux à l'épreuve de la démolition d'un grand ensemble » (*Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 204, 2014), « Une discrimination au délogement. Les procédures judiciaires d'expulsion locative des résidents de foyers de travailleurs migrants » (*Terrains & Travaux*, n° 29, 2016), et « Faire payer les femmes. Le sexe du recouvrement des dettes de loyer » (in C. Bonvalet, P. Dietrich-Ragon et A. Lambert, *Le Monde privé des femmes. Genre et habitat dans la société française*, INED Éditions, 2018).

## **Pour citer cet article :**

Camille François, « Des expulsions en Amérique. La production de la pauvreté par le logement », *Métropolitiques*, 25 janvier 2021. URL : <https://metropolitiques.eu/Des-expulsions-en-Amerique.html>.